

NI OUVERTE, NI POSITIVE, LA LAÏCITÉ



Loi du 9/12/1905, instaurant la Séparation des Eglises et de l'Etat

« La laïcité n'est pas de l'ordre d'une option spirituelle particulière, mais constitue une condition de possibilité fondamentale de la vie publique. On ne saurait en conséquence la renégocier sans cesse, notamment au gré des fluctuations du paysage religieux et des rapports de force qui les sous-tendent. »

« La laïcité est l'union de trois principes : la liberté de conscience, l'égalité de traitement de tous les citoyens, quelles que soient leurs convictions spirituelles, et l'idée selon laquelle la loi commune ne doit viser que l'intérêt commun. Il me semble légitime de dire que ces principes ont une portée universelle. Ceux qui disent, à propos de la laïcité, que la France veut imposer son particularisme sont en réalité des antilaïques qui déguisent leur hostilité à la laïcité en un respect de la particularité des autres pays.

L'universalité d'un principe est indépendante du lieu où il a été reconnu pour la première fois. La laïcité n'est pas un particularisme accidentel de l'histoire de France, elle constitue une conquête de portée universelle, à préserver et à promouvoir. »

« Il est navrant d'assister à une confusion conceptuelle qui conduit à traiter comme raciste toute mise en cause polémique d'une religion. Le poison de l'amalgame entre culture et religion, ou encore entre religion et identité, fausse constamment les débats. »

« Nous sommes aujourd'hui face à une alternative, finalement assez claire : Il y a d'un côté la figure du capitalisme sans âme qui broie les hommes et se donne un supplément d'âme. La religion joue alors le rôle de « supplément d'âme d'un monde sans âme », comme disait Marx. Le capitalisme ultra libéral est en quelque sorte complété par le supplément d'âme religieux. Cette figure est parfaitement illustrée par le projet de M. Sarkozy, qui renouvelle l'alliance de l'ultra libéralisme économique et du prétendu rôle social des religions.

Et puis il y a la figure d'un État social, avec un fort secteur public, avec des lois sociales qui défendent les travailleurs, leur garantissent des droits, les protègent contre le chômage, la précarité, etc. Dans une telle configuration, on n'a plus besoin d'un supplément d'âme. La fonction de la religion n'est plus alors de compenser l'injustice d'un monde très dur. Elle devient une démarche spirituelle libre, que certains hommes peuvent adopter, que d'autres n'adoptent pas, mais qui n'a pas à s'imposer à tous. »

« La laïcité n'a jamais été l'ennemie des religions, tant que celles-ci s'expriment comme démarches spirituelles et ne revendiquent aucune emprise sur l'espace public. La séparation juridique de la puissance publique d'avec toute Eglise et tout groupe de pression, qu'il soit religieux, idéologique ou commercial, est pour cela essentielle. L'école publique et l'ensemble des services publics doivent être protégés contre toute intrusion de tels groupes de pression. »

Henri Pena-Ruiz

Conférences du cycle

- * *Jeudi 4 Décembre*
Défendre quelle laïcité ?
... avec Henri Pena-Ruiz
- * *Jeudi 11 Décembre*
Lier combat social et combat laïque
... avec Bernard Teper
- * *Jeudi 18 Décembre*
Le communautarisme, un nouveau système de régulation politique
... avec Julien Landfried

BIBLIOGRAPHIE

Académie des Sciences Morales et Politiques : DVD : Un siècle de laïcité en France, Centenaire officiel de la loi de 1905.

Jean Baubérot (dir.) : La laïcité à l'épreuve. Religions et libertés dans le monde (*Encyclopædia Universalis*, 2004)

Jean Baudouin et Philippe Portier (dir.) : La laïcité, une valeur d'aujourd'hui ? Contestations et renégociations du modèle français (*Presses universitaires de Rennes*, 2001)

Esther Benbassa : La République face à ses minorités. Les Juifs hier, les Musulmans aujourd'hui (*1001 nuits*, 2004)

Jacques-Olivier Boudon : Religion et politique en France depuis 1789 (*Armand Colin*, 2007)

Jean Boussinesq : La laïcité française. Mémento juridique (*Le Seuil*, 1994)

Commission nationale consultative de droits de l'homme : La laïcité aujourd'hui. rapport d'étape (2003)

(www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/034000728/index.shtml)

Commission présidée par Bernard Stasi : Laïcité et République (*La documentation française*, 2004)

Caroline Fourest, Fiammetta Venner : Tirs croisés. La Laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman (*Calmann-Lévy*, 2003)

Marcel Gauchet : La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité (*Folio essais*, 2001)

Cécile Jolly : Rapport sur Religions et intégration sociale (2005)

(www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054000492/index.shtml)

Catherine Kintzler : Qu'est-ce que la laïcité ? (*Vrin*, 2007)

Anne-Sophie Lamine : La cohabitation des dieux. Pluralité religieuse et laïcité (*PUF*, 2004)

Julien Landfried : Contre le communautarisme (*Armand Colin*, 2007)

Maurice Larkin : L'Église et l'État en France. 1905 : la crise de la Séparation (*Privat*, 2004)

Jean-Pierre Machelon : Rapport sur Les relations des cultes avec les pouvoirs publics (www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000727/index.shtml) (2006)

Jean-Marie Mayeur : La séparation des Églises et de l'État (*Éditions Ouvrières*, 1991)

Jean-Marie Mayeur : La question laïque. XIXe -XXe siècle, (*Fayard*, 1997)

Henri Pena-Ruiz : La laïcité. Textes choisis (*Garnier-Flammarion*, 2003)

Henri Pena-Ruiz : La laïcité pour l'égalité (*1001 nuits*, 2001)

Henri Pena-Ruiz : Histoire de la laïcité, Genèse d'un idéal (*Gallimard*, 2005)

Henri Pena-Ruiz : Dieu et Marianne. Philosophie de la laïcité (*PUF*, 1999-2001)

Émile Poulat : La solution laïque et ses problèmes (*Berg International*, 1997)

Émile Poulat : Notre laïcité publique (*Berg International*, 2003)

Jacques Robert : La fin de la laïcité ? (*Odile Jacob*, 2004)

Nicolas Sarkozy : La République, les religions, l'espérance (*Ed. du Cerf*, 2004)

Rémi Schwartz : Un siècle de laïcité (*Berger-Levrault*, 2007)

Patrick Weil (dir.) : Politiques de la laïcité au XXe siècle (*PUF*, 2007)

Pour une mobilisation internationaliste conséquente des forces antilibérales, laïques et féministes (extraits)

Supposons des militants anticapitalistes, laïques et féministes, dans plus de 80 pays, qui se battent sur deux fronts :

- l'un contre l'ordre injuste d'un impérialisme qui veut régenter le monde contre les intérêts des citoyens et des peuples ;

- l'autre contre les communautarismes et les intégrismes, qui font fi de la liberté, de l'égalité sociale et de la laïcité pour les citoyens et leurs familles en général, et des femmes en particulier.

Sans oublier que dans certains pays arabes et/ou musulmans, le fait d'être pris entre ces deux feux se paye de la mort, chaque semaine, de dizaines de militants, en Algérie, en Iran, en Irak...

La première évidence serait que tous les altermondialistes, de gauche et d'extrême gauche, des pays développés agissent en soutien à ces militants, en organisant des mobilisations comme il en a existé dans la période des 30 glorieuses. Pourtant, c'est le silence qui règne, l'indifférence, voire le désintérêt pur et simple. Comme si la solidarité internationale nécessaire et revendiquée dans tous les forums sociaux, les appels à la convergence des luttes, ne trouvaient pas là matière à s'exprimer.

Il est indispensable de se demander pourquoi.

D'abord un constat : Dans les milieux altermondialistes, dans la gauche, dans l'extrême gauche, la préférence va au communautarisme anglo-saxon et à la discrimination positive comme mode de résolution des inégalités et non pas à la laïcité, à la république et aux droits universels. Persuadées d'avoir trouvé un nouveau prolétariat composé des travailleurs immigrés et des jeunes "d'origine immigrée" des banlieues, ces forces militantes cherchent à établir des alliances avec ceux-ci. La recherche d'une nouvelle catégorie d'exploités, qui serait formée par les migrants, offre l'avantage de ne pas s'interroger sur les raisons de la coupure avec la classe ouvrière dans son ensemble. S'interroger sur cette coupure, qui a notamment comme conséquence la montée du vote d'extrême droite dans les quartiers populaires, nécessiterait une remise en cause profonde des modes d'interventions de ces forces qui se sont auto-labellisées "mouvement social". S'opère ainsi un glissement des rapports de classe aux rapports "entre origines ethniques".

Observons le second glissement. Au prétexte que ces catégories de travailleurs surexploités proviennent de pays arabes et ou africains, s'opère alors l'amalgame avec la religion dominante des pays d'origine : ils ne sont plus dénommés Algériens, Marocains, Maliens, Sénégalais, etc. mais "musulmans". Victimes d'exploitation, ils ne sont plus l'objet de racisme mais d'islamophobie. De nationalité française ou pas, ils sont tous musulmans !

Enfin, troisième étape du processus : la croyance que les « ennemis de mes ennemis » peuvent devenir des alliés, y compris au mépris des valeurs et des principes.

Les alliances entre l'extrême-gauche anglaise et les islamistes se sont appuyées sur le refus partagé des politiques de Bush et de l'implication de Blair dans le conflit militaire en Irak. Sans aucune critique, ni même distance, à l'égard de l'idéologie islamiste pour qui les lois humaines ne peuvent se fonder qu'à partir de la loi et des principes religieux. Ces liaisons dangereuses entre (ex) marxistes révolutionnaires et islamistes relèguent tous les aspects de la



domination patriarcale au second plan, voire les nient au nom d'une sacro-sainte alliance.

Les solidarités qui s'instaurent alors sont ancrées sur le communautarisme, c'est-à-dire la reconnaissance d'intérêts fondés sur une appartenance ethnique et religieuse plutôt que sur une appartenance de classe. L'ouvrier anglais ou français "de souche", délocalisé et condamné au chômage,

vivant dans les banlieues paupérisées, n'est plus celui qu'il faut convaincre de rallier la "cause", le "combat", il est devenu le descendant du colonisateur.

Le constat est encore plus cruel quand Hugo Chavez, espoir de la résistance à l'impérialisme américain, pactise avec le régime des mollahs en Iran, pour parvenir à un accord stratégique pétrolier. Pour les altermondialistes, militants de gauche ou d'extrême gauche, soit on est pour Chavez, soit on est contre, sans qu'aucune critique ou prise de distance ne soit émise, et ils adoptent alors une posture complaisante à l'endroit de l'islam politique au mépris des luttes anticapitalistes, laïques et féministes menées en Iran. *In fine*, ils protègent les intérêts des adversaires de l'émancipation.

La question de fond reste entière : peut-on scinder en sous-catégories les mécanismes de l'exploitation et de la domination ? Peut-on pactiser, jusqu'à taire les pires entorses à la liberté et au droit d'expression, avec ceux qui offrirait un bénéfice conjoncturel ?

Les militant-e-s qui luttent dans les pays arabes et musulmans, à la fois contre le libéralisme, contre l'islamisme et l'intégrisme religieux, savent eux, que leurs combats sont liés. Ils sont nombreux à le payer de leur vie et de leur liberté.

Bernard Teper

« La convergence entre tolérance et laïcité consiste à pouvoir réaliser les 3 propositions :

- 1) personne n'est tenu d'avoir une religion plutôt qu'une autre
- 2) personne n'est tenu d'avoir une religion plutôt qu'aucune
- 3) personne n'est tenu de n'avoir aucune religion. »

Catherine Kintzler

LA LUTTE

ANTI-RELIGIEUSE ET PROLETARIENNE

ORGANE DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS SANS DIEU DE FRANCE ET DES COLONIES
SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE DES LIBRES PENSEURS PROLETARIENS
Secrétariat : 8, Avenue Mathurin-Moreau Paris 19° Abonnement 5 francs par an.
VENTE ABONNEMENT : Casaurang, 7, rue Anatole-France, Kremlin-Bicêtre (Seine) —

Contre la venue de Benoît XVI en France

(extraits - 09/07)

« En tant que citoyens laïques, nous tenons à profiter de cette visite en France pour dire et redire notre refus de la " laïcité positive ". Comme l'immense majorité des Français, nous sommes attachés à la laïcité sans adjectif. C'est-à-dire à une laïcité qui distingue bien la sphère de la puissance publique de la société civile et de la sphère privée. Cette séparation tient sagement à distance le politique du religieux, dans l'intérêt des deux.

Nous refusons l'évolution de cette laïcité vers une religion civile à l'américaine, le subventionnement public des lieux de culte, ainsi que l'assouplissement de la vigilance envers les sectes.

Nous appelons au contraire à une vigilance vis-à-vis de tous les intégrismes. Cette vigilance passe par une revalorisation du lien social sur un mode laïque, un soutien aux associations de quartier luttant pour le vivre ensemble et la défense de l'école publique. Nous le disons sans détour : dans la transmission des principes de la République, le curé, le pasteur, le rabbin ou l'imam ne pourront jamais remplacer l'instituteur.

Nous ne pensons pas, comme le chef de l'État, que le plus grand mal des banlieues soit d'être devenues des « déserts spirituels », mais d'être devenues des ghettos souffrant d'un ascenseur social bloqué, de la flambée des prix immobiliers, du recul des services publics et du manque de mixité sociale.

Nous n'avons pas la prétention de croire, comme lui, que « Dieu est dans la pensée et dans le cœur de chaque homme ». Mais nous sommes sûrs d'une chose, la question spirituelle ne nous semble pas relever des missions du chef de l'État, dont le rôle est plutôt de s'occuper de la question sociale.

Si le catholicisme fait incontestablement partie du patrimoine culturel de la France, la France n'est plus la « fille aînée de l'Église » depuis quelques siècles déjà, mais une République séparée des Églises. Son objectif n'est pas de veiller à ce qu'un plus grand nombre de Français croient mais vivent mieux, toujours plus libres et plus égaux, ensemble. Telle est notre espérance. »

Entretien de Julien Landfried à la revue *Utopie critique* (extraits)

« Mon livre ne parle pas de communautés, mais d'organisations communautaires qui prétendent s'exprimer au nom de leurs communautés et qui ont des stratégies politiques, intellectuelles, médiatiques, financières et autres vis-à-vis des responsables publics. Ces organisations engagées dans des revendications ethniques, religieuses, régionalistes, ou sexuelles, travaillent, en fait, à partir d'une même matrice intellectuelle et politique et ont des éléments de convergence tactique et, au bout du compte, participent à une mise en destruction de la République comme système politique concret.

Les grandes organisations communautaires que j'étudie sont faiblement représentatives des "communautés" au nom desquelles elles parlent. Ces groupes extrêmement minoritaires arrivent pourtant très rapidement à des positions de force dans l'espace institutionnel.

Ce qu'analyse aussi mon essai, c'est le rôle des responsables politiques et des médias dans cette configuration, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de dynamique communautariste si des responsables politiques ne disent pas : « nous allons relayer ce que vous dites, nous allons vous financer, constituer telle ou telle structure dont vous ferez partie », ou encore s'il n'y a pas des médias qui, à un moment donné, disent : « vous qui déclarez parler au nom de telle catégorie, nous vous invitons et vous faisons parler parce que nous considérons que vous représentez effectivement la catégorie dont vous vous réclamez. Nous vous donnons en fait la légitimité de représenter la catégorie que vous prétendez représenter. » Il s'agit en réalité d'un dispositif complètement circulaire qui permet à des organisations communautaires d'être consacrées non par leur "communauté" mais par les politiques et les médias.

Sur le rôle des médias, il faut voir comment une certaine presse de gauche, à partir des années 1970-80, a décidé que la nation comme nation politique était une configuration politique qui n'avait pas sa préférence. D'autres modes d'organisations politiques, en particulier le multiculturalisme ou le multicommunautarisme politique étaient peu à peu devenus l'objet de leur désir politique.

Le processus d'intimidation intellectuelle, qui est à la base du communautarisme, interdit toute contestation. L'intimidation consiste à affirmer que toute critique est l'expression d'une "phobie" et vous voilà "antisémite", "homophobe", "islamophobe", "raciste" ou autre, en butte aux procès ou aux menaces ! Ce qui empêche, bien

entendu, toute constitution d'une forme de contre-pouvoir. Or, ce sont les contre-pouvoirs qui contribuent à remettre les institutions et les organisations à leur juste place. C'est là que réside la grande différence entre "corporatisme" et "communautarisme". Le corporatisme fonctionne avec de puissants contre-pouvoirs, alors que le communautarisme les refuse.

Une chape de plomb empêche de s'exprimer sur les organisations communautaires, relayées par le processus idéologique du "politiquement correct", par les médias et la servilité du monde politique. On en est arrivé à ne pas pouvoir dire les choses comme elles sont.



L'assimilation fait partie intégrante de l'idéal républicain. Il est consternant de voir à quel point l'idée même d'assimilation est devenu un tabou à gauche, alors que cela a été le cœur de la gauche républicaine pendant des décennies !

La notion d'égalité en droits est elle aussi très mal en point, parce que les courants socialistes, au sens large, l'ont troqué pour l'antiracisme. Mais l'antiracisme n'est pas une politique, c'est une posture morale.

On ne peut pas comprendre que de nouvelles catégories de "victimes" soient devenues centrales dans le discours public, et en particulier à gauche, si on ne comprend pas que le peuple qui était auparavant l'objet de l'attention de toute la gauche a complètement disparu de la carte politique et médiatique. Pourquoi ? Il apparaît que pour les élites politiques, syndicales, intellectuelles qui structuraient le mouvement ouvrier, s'est créée une profonde distance avec le peuple au sens large. Cette distance a été aggravée par l'antiracisme médiatique qui ne conçoit le peuple que de façon négative, et qui le déprécie par une relecture de l'histoire nationale française. »

Les cycles de CONFÉRENCES / DÉBATS

LA DIONYSVERSITÉ
LA COOPÉRATION DES IDÉES

se tiennent à la
Bourse du Travail de St-Denis
de 19h00 à 21h00

L'Université Populaire de St-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.